



Espace de travail: le revenu de base se frotte au réel

18 AVRIL 2016 | PAR [MATHILDE GOANEC](#)

De la refonte des minima sociaux présenté ce lundi à Manuel Valls en passant par la réflexion sur une « *allocation universelle* » ouverte au Conseil économique et social, le revenu de base universel commence à prendre racine. Martine Alcorta, élue locale et membre d'EELV, et Julien Dourgnon, économiste et ancien du cabinet de Montebourg, décortiquent le sujet.

Qu'est-ce qui relie Christine Boutin (Parti chrétien démocrate), Frédéric Lefebvre (LR), Delphine Batho (PS) ou encore Cécile Duflot (EELV) ? Tous ont fait du revenu de base un élément constitutif de leur horizon politique et n'hésitent plus à brandir ce qui, il y a quelques années encore, apparaissait comme une douce utopie.

Bien sûr, le ministre Michel Sapin a dit non. Mais sur le plan militant, le Mouvement français pour un revenu de base a désormais pignon sur rue, ainsi que les tenants d'un salaire à vie, concept porté par l'économiste Bernard Friot. La section "politiques économiques" du Cese (Conseil économique, social et environnemental) conduit une étude sur le revenu citoyen, car elle estime que « *le maintien d'une part significative – voire croissante – des ménages en dehors des circuits de production – et donc de consommation – fait peser sur notre économie une menace systémique avec effets péjoratifs* ». Dans un rapport remis en janvier à la ministre du travail, le Conseil national du numérique évoque lui aussi l'hypothèse du revenu de base comme une réponse à l'automatisation et la raréfaction du travail. Dans les différentes Nuits debout, le revenu de base s'invite également très souvent dans les thèmes de discussion... Si le thème monte en puissance, c'est que tout le monde cherche désespérément des idées neuves face au chômage de masse, à la transformation du travail mais également à la montée des inégalités, qui touche de plein fouet les pays occidentaux.

De quoi parle-t-on précisément ? L'idée est-elle compatible avec un État redistributif à la française, qui prélève ses ressources sur le travail salarié ? Que ferions-nous de ce temps libéré par un revenu universel et inconditionnel ? Comment ne pas y voir aussi une possible et pernicieuse trappe à pauvreté plutôt qu'un outil d'émancipation ? Le revenu de base est-il compatible avec un renouveau écologique ?

Vidéo : Martine Alcorta, conseillère régionale EELV, et Julien Dourgnon, économiste et compagnon de route d'Arnaud Montebourg, répondent à nos questions dans ce nouvel Espace de travail.

[Revenu de base mediapart](#)